

Jean Jaurès et les questions militaires

Gilles Candar



« Apôtre de la paix », pacifiste déterminé Jaurès ? L'image qui s'est imposée correspond bien à une réalité forte. Sa phrase fameuse sur les responsabilités du capitalisme dans les conflits guerriers : « Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage »¹ est répétée à l'envie et devenue emblématique du pacifisme dans notre pays. Son combat contre les risques de guerre, notamment dans la décennie qui précéda la grande catastrophe que fut la Première Guerre mondiale, est inlassablement commenté. Et pourtant, ce choix fondamental d'une stratégie pacifiste, non seulement comme la plus humaine, mais la seule vraiment capable d'aider à l'affranchissement de l'humanité, ne doit pas être interprété de manière biaisée. Elle n'est pas un refus systémique d'envisager le fait militaire ou la réalité de la guerre. Au contraire. Jaurès sait que la guerre est possible, qu'elle constitue un risque assumé auquel le pays doit être capable de faire face. Pendant toute sa vie publique, il s'est intéressé de près aux questions militaires, à la fois pour éviter la guerre, et si un besoin tragique l'imposait, pour la faire et la mener à bien.

Une jeunesse « fana mili » ?

Jean Jaurès naît à Castres le 3 septembre 1859. Son enfance et sa jeunesse sont marquées par la guerre et la présence quotidienne de l'institution militaire. Le second Empire a vite oublié la promesse initiale « L'Empire, c'est la paix » (Bordeaux, 9 octobre 1852) de Louis-Napoléon Bonaparte. La guerre de Crimée (1854-1856) précède la naissance de Jaurès, mais il dut l'entendre évoquer dès son plus jeune âge. Au moins quatre de ses parents proches y avaient participé. Un frère de son père, le capitaine Henry Jaurès (1823-1857), ancien saint-

¹ Discours à la Chambre des députés, 7 mars 1895.

cyrien, y meurt du choléra². Un autre frère de Jules Jaurès, Alphonse (1827-1899), qui sert dans les zouaves, participe au siège de Sébastopol³. Le beau-frère de Jules, donc oncle maternel de Jean, qui jouera un grand rôle dans la formation et les études de son neveu, Louis Barbaza (1819-1902), est amputé d'une jambe et doit quitter l'armée pour devenir percepteur. Le cousin germain de son père, Benjamin Jaurès (1823-1889), sert aussi en Crimée comme enseigne de vaisseau tandis que son frère aîné, Charles (1808-1870), guerroye au même moment en mer de Chine⁴. Au moment de la naissance de Jean, Napoléon III vient de mener une campagne d'Italie plutôt soutenue par l'opinion populaire, victorieuse à Magenta (4 juin) et à Solferino (24 juin). Un armistice est signé mais des pourparlers de paix se prolongent pendant que l'expédition de Garibaldi va favoriser l'unification de l'Italie. Les marins Charles et Louis Jaurès n'ont pas participé à cette campagne, mais le zouave Alphonse a combattu à Solferino, bataille au cours de laquelle il fut blessé.

L'Empire n'en a pas fini avec les guerres. Castres, la ville natale de Jean, les accompagne de près car elle est tournée vers les activités militaires. Son industrie principale est constituée par des manufactures textiles qui ont comme client principal l'Armée. Grâce aux liens de la famille dominante de la politique comme de l'économie départementale, les Reille, apparentée au maréchal Soult (1769-1851), longtemps ministre de la Guerre ou président du Conseil sous la monarchie de Juillet, ces manufactures confectionnent de nombreux uniformes. Par ailleurs, dragons et chasseurs à cheval sont nombreux à être localisés dans la ville dans laquelle ils représentent environ 11 % de la population, évidemment très visibles puisque portant leurs uniformes au cours de leurs déplacements, comme c'est de règle à l'époque⁵.

Le tropisme militaire de la famille n'est du reste pas réservé aux ascendants de Jaurès. Son frère Louis (1860-1937), né moins d'un an après lui, choisit à son tour de devenir marin et fera une brillante carrière, devenant le troisième amiral à porter le nom de Jaurès⁶. Il acquiert tôt l'expérience du combat, participant à la première guerre franco-malgache (1883-1885). Son gendre, mort prématurément, lui aussi marin, sera capitaine de vaisseau, mais son petit-fils et son arrière-petit-fils deviendront également amiraux⁷. Tout indique d'ailleurs que Jaurès était conscient, et fier de s'inscrire dans cette lignée, même s'il choisissait une voie légèrement différente, toujours marquée par le combat mais dans les limites de la civilité politique. Controversant sur la situation politique à Carmaux au lendemain d'élections législatives, il pouvait ainsi confier au détour d'un article de *La Dépêche* : « Ils sont nombreux dans ma famille à avoir porté la croix [de chevalier de la Légion d'honneur] et à avoir donné leur sang sur les champs d'honneur »⁸.

² Alain Levy, « Deux militaires, oncles inconnus de Jean Jaurès », *Jean Jaurès, bulletin de la Société d'études jaurésiennes* n° 48, janvier-mars 1973, p. 8-10.

³ Alain Levy, « Alphonse Jaurès et son neveu Jean », *Jean Jaurès, bulletin de la Société d'études jaurésiennes* n° 58, juillet-septembre 1975, p. 6-7.

⁴ Jean-Baptiste Alba, *Amiral Charles Jaurès, homme de courage et de cœur*, Paris, Éditions du Panthéon, 2017.

⁵ Jacques Limouzy, « L'armée dans l'environnement familial et social du jeune Jean Jaurès », colloque Jaurès et la défense nationale, Paris, 22-23 octobre 1991, *Cahier Jaurès* n° 3, 1993.

⁶ Jean-Baptiste Alba, *Amiral Louis Jaurès, le frère presque inconnu*, Castres, Société culturelle du pays castrais, 2025.

⁷ Cinq dans la même famille : sans être un record absolu, il s'agit tout de même d'une performance familiale à relever.

⁸ Jean Jaurès, « Conclusion », *La Dépêche*, 6 novembre 1890.

Bien entendu, il ne faut pas négliger le choc ressenti par un enfant de 11/12 ans au cours de 1870-1871, « l'année terrible », et de ses conséquences dramatiques : défaite devant la Prusse et les États allemands associés, amputation du territoire national au traité de Francfort, poids des indemnités de guerre exigées par les Allemands (5 milliards de francs). Les Jaurès vivent ce conflit loin du front, mais le plus éminent membre de la famille, Benjamin Jaurès, sert comme général de brigade puis de division dans l'armée de la Loire mise sur pied par le gouvernement provisoire. Il est élu député à l'Assemblée nationale lors des élections complémentaires du 2 juillet 1871 et rejoint le centre gauche des partisans de Thiers, d'anciens orléanistes ralliés à une République très modérée.

Jean Jaurès grandit donc dans une ambiance nécessairement très patriotique, emplie de respect et d'admiration pour le métier des armes⁹. Lui-même est dispensé de service militaire par la loi qui en exempte les membres de l'instruction publique et élèves des grandes écoles futurs enseignants, au même titre que les séminaristes futurs prêtres (article 20 de la loi du 27 juillet 1872). Mais, professeur puis très vite député républicain du Tarn, il manifeste un grand respect à l'égard de l'Armée en général et du service militaire en particulier. Il se félicite du rapprochement entre l'armée et la démocratie, soutient les réformes du G^{al} Boulanger (1837-1891), ministre de la Guerre, avec quelques réserves car il faut préserver le « haut niveau » des écoles militaires afin d'éviter que « la flamme » des jeunes officiers « s'éteigne dans la médiocrité et l'ennui »¹⁰. De même, il évoque avec beaucoup de sympathie, voire un début d'enthousiasme, les permissionnaires de retour momentanés au pays, dotés « d'un très bon esprit » grâce à une discipline faisant davantage appel au « respect de l'homme pour l'homme », à l'amour propre et au sentiment du devoir, et non plus aux punitions ou aux insultes comme jadis. Grande école patriotique, l'armée devient une grande école démocratique et républicaine¹¹. Jaurès salue « la puissance de l'armement » comme « l'efficacité de la nouvelle tactique offensive » et manifeste sa confiance alors que, avec le scandale des décorations, le pays entre dans une crise politique grave, débouchant sur la chute du gouvernement, puis la démission forcée du président de la République Jules Grévy (1807-1891). Les conscrits qu'il évoque font davantage penser au *Rêve*, le grand tableau patriotique de Detaille, qui triomphe au Salon de 1888, qu'aux illustrations antimilitaristes de la presse satirique.

Prise de conscience et dénonciation des abus et des iniquités

Il est convenu de dater ce qu'on appelle communément « le passage au socialisme » de Jaurès au début des années 1890, entre ses soutenances de thèses, dont celle en latin sur *Les premiers linéaments du socialisme allemand chez Luther, Kant, Fichte et Hegel* (1891) et son élection comme député « républicain socialiste » de la 2^e circonscription de l'arrondissement d'Albi en janvier 1893. Bien entendu, selon les sujets, les circonstances, le changement ne peut pas être défini de manière rigide ou automatique. Ce qui peut se vérifier aisément est que sa dénonciation globale de la société capitaliste et de son iniquité foncière s'accompagne d'un

⁹ Voir les actes du colloque présidé par Jean-Jacques Becker, *Jaurès pacifique et pacifiste ?*, avec Alain Levy, Aimé Balssa, Jean Faury, Gilles Candar, Gilles Heuré, Rémy Pech, Olivier Cosson, Emmanuel Jousse, Charles Diaz, Vincent Duclert et Marion Fontaine, Castres, CNMJJ, 2015.

¹⁰ Jean Jaurès, « Les écoles militaires », *La Dépêche*, 26 mars 1887.

¹¹ Jean Jaurès, « En revenant du régiment », *La Dépêche*, 22 octobre 1887.

refus net de la guerre, non seulement comme guerre de revanche, mais aussi comme moyen d'action et de succès révolutionnaire. Il saisit l'occasion d'une intervention sur le budget de la Guerre, au temps du 3^e gouvernement Ribot, pour s'expliquer et exposer sa conception d'une « armée nationale confondue avec la nation, vivant de sa vie, faisant corps avec elle, et seule capable de sauver et la République et la patrie »¹², point de départ des réflexions qui l'amèneront à écrire quinze ans plus tard *L'Armée nouvelle*. C'est au cours de ce discours que Jaurès prononce sa phrase fameuse comparant la société présente à une « nuée dormante » portant en elle « l'orage » de la guerre rappelée au début de la présente communication.

Jaurès a revendiqué avoir beaucoup « appris de la vie », assumant que la « merveilleuse effervescence d'idées » vécue au collège, à l'université et à l'École normale avait grandement besoin d'être enrichie par « le contact immédiat des hommes et des choses »¹³. Il faut le suivre pas à pas, dans son métier d'enseignant, mais surtout de responsable politique, au Palais-Bourbon ou à la mairie de Toulouse, dans la presse ou en réunion publique pour le voir peu à peu parfaire sa première formation et devenir progressivement lui-même¹⁴. En une décennie, ses articles rendent compte d'expériences totalement différentes et changent radicalement de ton. Il dénonce ainsi l'entêtement inepte du commandement qui a causé la noyade d'un jeune soldat à Ambialet, lors du passage du Tarn en crue¹⁵. Il analyse et dissèque le cas afin de montrer l'étendue des responsabilités. Il dénonce désormais « les duretés, les brutalités ineptes de la discipline militaire » qui débute par « les injures, les punitions, les grossièretés ». Élargissant son propos à d'autres situations qu'il a suivies, par exemple à propos de la deuxième expédition à Madagascar (1895-1896), il met en cause l'incompétence et l'irresponsabilité des chefs militaires comme des chefs politiques, non seulement des gouvernements modérés (Dupuy, Ribot) qu'il a combattus, mais aussi ceux du gouvernement Bourgeois, orienté à gauche et qu'il soutenait¹⁶.

D'autres exemples pourraient être évoqués, mais évidemment le choc essentiel, la mutation principale est produite par l'affaire Dreyfus, dès lors que Jaurès a compris que l'officier avait été illégalement et injustement condamné. Il révèle l'ampleur des maux dont souffrent l'institution militaire comme l'État et la République mis au service d'intérêts égoïstes infondés. L'affaire devient donc l'Affaire, suscitant une profonde onde de choc dans la société et la politique françaises. La conviction de Jaurès s'est forgée lentement, après bien des échanges amicaux, des réflexions et des interrogations personnelles, après l'intervention au Sénat le 7 décembre 1897 de Scheurer-Kestner (1833-1899) et surtout le *J'accuse...* de Zola (1840-1902) le 13 janvier 1898. Or, comme le lui reconnaît Jules Guesde (1845-1922),

¹² Jean Jaurès, discours à la Chambre des députés, 7 mars 1895.

¹³ Jean Jaurès, « Le socialisme et le radicalisme en 1885 », préface aux *Discours parlementaires*, édition établie par Edmond Claris, Paris, Cornély, 1904, rééd. *Bloc des gauches*, tome 9 des *Œuvres de Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2016, p. 66-170. Les citations données proviennent du début du texte, p. 67 de l'édition Fayard.

¹⁴ J'ai essayé d'en donner une présentation globale dans *Devenir socialiste : le cas Jaurès*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2015.

¹⁵ Jean Jaurès, « Soldat noyé », *La Dépêche*, 16 septembre 1897.

¹⁶ Il n'est sans doute pas anodin que les ministres de la Guerre susceptibles d'être alors mis en cause soient des protagonistes importants de l'affaire, tous nettement engagés contre Dreyfus : le G^{al} Mercier (1893-1895), le G^{al} Zurlinden (1895) pour les deux cabinets modérés de centre-droit et Godefroy Cavaignac (1895-1896) pour celui de gauche. Certes, à la date de cet article, Jaurès n'est pas encore totalement convaincu de l'innocence de Dreyfus, mais le doute est entré dans son esprit. Les désillusions à l'égard de ces divers ministres n'ont pu que renforcer son malaise.

chez Jaurès, « l'acte suit toujours la pensée »¹⁷. Dès lors, il mène un combat continu, explorant tous les ressorts de l'Affaire. Il publie une série d'articles regroupés sous le titre *Les Preuves* qui établissent l'innocence de Dreyfus et démontent le processus de fabrication d'un faux coupable. Il élargit son attaque qui dépasse le seul État-Major et met en cause l'appareil d'État et finalement toute l'organisation de la société. Plus encore, il élargit le combat socialiste qui dépasse le seul intérêt de classe pour prendre en compte toute « l'humaine souffrance ». C'est une mutation essentielle pour le socialisme français qui a des répercussions internationales et fonde durablement le crédit et le prestige de Jaurès. Mais concernant plus spécifiquement l'institution militaire, cela pousse Jaurès à considérer comme essentielle et urgente une réforme démocratique en profondeur de l'Armée.

Cette réforme est ébauchée par le ministre de la Guerre de Waldeck-Rousseau (1846-1904) et d'Émile Combes (1835-1921), le G^{al} André (1838-1913), en fonctions de mai 1900 à novembre 1904¹⁸. Jaurès le soutient d'ailleurs vigoureusement dans son œuvre, aussi bien sur le plan technique que social, y compris au moment de la déplorable et très discutable « affaire des fiches » qui l'oblige à démissionner. Le député du Tarn est aussi soucieux de faire aboutir des réformes même modestes que de dessiner la perspective de l'« l'idéal » qui doit orienter cette action et lui proposer une transformation substantielle. Il s'entoure de collaborateurs discrets, mais choisis, de militaires progressistes qui s'expriment à partir d'octobre 1907 dans les colonnes de *L'Humanité* sous le pseudonyme collectif de Rossel, en hommage à l'officier républicain et patriote fusillé pour avoir choisi la Commune, et travaillent ses dossiers qui aboutissent en 1910 à une proposition de loi dont les Considérants prennent la forme d'un livre : *L'Armée nouvelle*. Le capitaine Henri Gérard (1873-1940), futur lieutenant-colonel, en est le principal animateur. On pourrait citer aussi Sylvain Raynal (1867-1939), le futur héros du fort de Vaux, qui participe à un banquet d'officiers républicains organisé à la sortie du livre et qui s'emploie à aider la colonie socialiste du Grand Air. Mais cette action demeure peu connue pour des raisons évidentes de discrétion obligée, à l'égard du gouvernement et de la direction de l'Armée, mais aussi envers le parti socialiste et ses militants. Il s'agit plutôt d'interventions de spécialistes, dans le domaine technique, aux côtés des politiques, mais sans publicité excessive.

Pour Jaurès, une interaction doit fonctionner et vivifier le débat parlementaire en l'explicitant et l'expliquant devant le pays grâce aux journaux, revues et réunions publiques. Il intervient autant que possible à la tribune de la Chambre dans les débats même techniques. Ainsi, à propos du renforcement de l'artillerie initié par le G^{al} André, il plaide longuement mais en vain pour que chaque compagnie soit équipée de six batteries du canon de 75 au lieu des quatre prévus, ce qui rapprocherait l'équipement français de celui existant en Allemagne (six canons de 77 par batterie)¹⁹. Cette intervention s'appuie très probablement sur les observations du capitaine Gérard envoyé à la demande de Jaurès observer les manœuvres allemandes en Silésie (1907) et en Bavière (1908).

¹⁷ Conférence contradictoire dite « des deux méthodes », hippodrome de Lille, 26 novembre 1900. Édition la plus récente (2014) au Passager clandestin avec une présentation de Jean-Numa Ducange.

¹⁸ Voir Jean-Paul Bertaud et William Serman, *La nouvelle histoire militaire de la France 1789-1919*, Paris, Fayard, 1998 et Serge Doessant, *Le général André, de l'affaire Dreyfus à l'affaire des fiches*, Paris, Glyphé, 2009.

¹⁹ Jean Jaurès, Chambre des députés, 21 décembre 1908.

Après le renouvellement de la Chambre en avril-mai 1910, la Chambre des députés se dote de commissions permanentes formées à la proportionnelle des groupes dont le fonctionnement est réglementé de manière officielle. La commission de l'Armée devient celle de prédilection de Jaurès. Il y joue un rôle d'autant plus important que cette commission est assez équilibrée politiquement²⁰. Parmi ses diverses interventions militaires dans le domaine militaire, il est possible de citer ainsi la question de la formation des officiers (1^{er} juillet 1908), sur laquelle il reviendra longuement dans *L'Armée nouvelle*, les cuirassés de la flotte (24 février et 7 mars 1911), la question des poudres (30 janvier 1913), au-delà de la dramatique catastrophe qui frappe le 25 septembre 1911 le cuirassé *Liberté* commandé par son frère, l'état sanitaire des casernes (à plusieurs reprises en janvier-février 1914, dossier régulièrement suivi par *L'Humanité*), les soldes des officiers (22 décembre 1913). Il écrit aussi à diverses reprises sur le sujet, dans *La Dépêche* de Toulouse comme dans *L'Humanité*, et donne une conférence dans le cadre de l'École socialiste, le 10 janvier 1912, sous la présidence de Victor Basch (1863-1944), le futur président de la Ligue des droits de l'Homme²¹.

L'Armée nouvelle, armée d'une démocratie déterminée à se défendre

Il ne serait pas raisonnable d'être trop prolix ici sur le livre de Jaurès, qui excède largement les questions militaires pour traiter aussi bien de l'évolution historique, de la patrie, de l'État républicain et de la lutte des classes, bref représentant un moment des réflexions de Jaurès sur le sens de son action politique²². Le livre, publié en avril 1911 par Rouff, l'éditeur populaire auquel Jaurès a déjà eu recours pour son *Histoire socialiste (1789-1900)*, a plusieurs fois été réédité. Le site de la Société d'études jaurésiennes reprend les diverses introductions de ces rééditions, qui permettent d'apporter des points de vue politiques ou historiographiques différents : Lucien Lévy-Bruhl en 1915 (Bibliothèque de de *L'Humanité*), Madeleine Rebérioux en 1969 (édition partielle), Louis Baillot, député de Paris et responsable des questions de défense du PCF (Éditions sociales) en 1977, Jean-Noël Jeanneney en 1992 (Imprimerie nationale), Jean-Jacques Becker en 2012 (Fayard, tome 13 des *Œuvres* de Jean Jaurès). Seule l'édition de 1932 (Rieder, tome de l'édition coordonnée par Max Bonnafous) ne comporte pas de préface. Deux colloques importants ont eu lieu à son sujet : Paris, 22 et 23 octobre 1991, à l'initiative de Léo Hamon (*Cahier Jaurès* n° 3/*Bulletin de la SEJ* n° 130, octobre-décembre 1993), et Paris, Musée de l'Armée, 23 septembre 2011, sous la présidence de Jean-François Chanet (*Cahiers Jaurès* n° 207, janvier-mars 2013), dont les actes sont disponibles sur internet (BNF Gallica pour le premier, Cairn pour le second).

²⁰ Bien que formées à la proportionnelle des groupes, les commissions dépendant des nuances et des personnalités qui les composent. La commission de l'Armée est présidée de 1910 à 1914 par René Le Hérissé, ancien boulangiste et antidreyfusard, nouvellement radical donc difficilement classable, puis à partir de juillet 1914 par le G^{al} Pédoya, député radical-socialiste de l'Ariège, élu à une voix de majorité (dont entre autres celle de Jean Jaurès) ce qui représente une défaite des partisans des trois ans de service militaire emmenés par Théophile Delcassé, lui aussi radical en principe, mais davantage lié au centre-droit.

²¹ Sur « le pacifisme de défense nationale » - pourrait-on risquer - de Jaurès, voir aussi le suggestif et synthétique essai de Vincent Duclert, *Jean Jaurès. Combattre la guerre, penser la guerre*, Paris, Les essais de la Fondation Jean-Jaurès, 2013.

²² Voir le chapitre XVIII de notre biographie, Gilles Candar et Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, rééd. « Pluriel » 2024. D'une lecture parfois incommode, *L'Armée nouvelle* se révèle pourtant « éminemment représentatif » pour bien comprendre Jaurès comme le signalait le grand historien Marc Bloch (*Annales*, 1930, n°8, p. 630).

Limitons-nous donc ici aux lignes essentielles. Jaurès s'inscrit dans la tradition socialiste hostile aux armées permanentes et à l'armée de caserne, moyen de défense sociale pour les dominants, aristocrates ou bourgeois, propices à l'utilisation répressive et aux coups d'État. Les socialistes privilégient en revanche le peuple en armes en cas d'attaque étrangère, sous la forme le plus souvent de milices. On peut considérer que pour eux une armée permanente tend toujours à se montrer offensive et belliciste alors que la milice serait défensive et pacifiste. Les premiers députés se réclamant du socialisme ont régulièrement déposé des propositions de loi-manifestes se réclamant de ces principes, du « bon juge » Ferdinand Gambon (1820-1887), élu dans la Nièvre en 1882, à Antide Boyer (1850-1918), formateur du premier groupe ouvrier à la Chambre en 1886 ou Gustave Cluseret (1823-1900), l'ancien général en chef des Fédérés de la Commune, député du Var, ou à Eugène Baudin (1853-1918), le porcelainier député du Cher, ancien combattant du rang de la Commune, quelques années plus tard, en 1887, avant que, comme tant d'autres, le dossier soit porté par Édouard Vaillant (1840-1915), inlassable artisan du travail parlementaire des socialistes à partir de 1893²³. Jaurès s'inspire de ces propositions, mais déposant formellement la sienne le 14 novembre 1910, il les approfondit, les dépasse et débouche sur une conception de la nation armée beaucoup plus exigeante et globale que celle des milices comme l'a montré Jean-Jacques Becker dans diverses études et notamment lors de la réédition dans le cadre des *Œuvres* chez Fayard. En somme, Jaurès souhaite rendre plus rationnel, scientifique et moderne l'antique projet de milices de la gauche française, lui donner plus de compétence professionnelle en le nationalisant politiquement et culturellement.

Il faut relever que la vaste étude de Jaurès entend bien « comprendre le réel » comme il le demandait lui-même aux lycéens d'Albi dans son fameux « discours à la jeunesse » du 30 juillet 1903. C'est la raison de certains de ses choix qui lui furent parfois reprochés, comme l'absence de réflexions particulières sur la Marine. Jaurès s'inscrit dans la perspective concrète d'une attaque massive de l'Allemagne qu'il sait bien comme tout le monde devoir alors être terrestre et non maritime et se faire au nord-est. Il prend en compte les expériences récentes, notamment celles de la guerre de Mandchourie entre Russes et Japonais (1904-1905). Il n'idéalise pas les milices, et il évite d'utiliser cette terminologie, ayant conscience des nécessités de la guerre moderne, de la formation des soldats comme des officiers, du mouvement obligé et de la technicité avancée du matériel militaire. Il entend surtout ancrer l'armée dans la nation, avec une préparation commençant dès l'école et en faisant de l'institution militaire le bras armé de la nation, d'où son attachement à une formation des officiers dans un cadre universitaire ou d'écoles spécialisées, mais au sein du système général de l'Université. Il a pleinement conscience de la violence destructrice du nouveau champ de bataille et controversé avec l'école d'offensive à outrance prégnante au sein de l'État-Major comme des écoles de formation. Ce courant était représenté par le capitaine Gilbert (Georges Gilbert, 1851-1902), le général Hippolyte Langlois (1839-1912), à la fois ancien directeur de l'École supérieure de la Guerre, chroniqueur au *Temps* et sénateur de Meurthe-et-Moselle, membre de l'Académie française et directeur de la *Revue militaire générale*, le colonel Louis de Grandmaison, plus tard général (1861-1915). Sa domination alors certaine aboutit à son

²³ Gilles Candar, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018, rééd. Dunod poche 2026.

succès complet en 1911 dans l'organisation de la défense nationale et les préparatifs de la future guerre.

Ses propositions, comme le relève Rosa Luxemburg (1871-1919)²⁴, sont exigeantes. L'ensemble des citoyens de 20 à 45 ans doit concourir à la défense nationale. Auparavant, de 10 à 20 ans, enfants et adolescents reçoivent une éducation préparatoire (gymnastique, marches, mouvements rythmés, jeux d'adresse et de vitesse, exercices de tir). Suit une école de recrues pour six mois, à partir de 20 ans, pour apprendre les manœuvres de compagnie, d'escadron ou de batterie. Jusqu'à 40 ans le citoyen relève de l'école territoriale avec des exercices et des manœuvres (huit au total, alternativement de 10 et de 21 jours). Des écoles d'officiers et de sous-officiers sont prévues de manière détaillée. Un diplôme d'études militaires sera obligatoire pour devenir médecin, avocat, ingénieur ou instituteur. De 40 à 45 ans, le citoyen sert dans la réserve. L'armée doit protéger « l'indépendance et le sol du pays ». L'arbitrage sera obligatoire et toute guerre déclarée criminelle si elle n'est pas « manifestation défensive ». En conséquence, des traités d'arbitrage intégral doivent être négociés avec tous les gouvernements représentés à la Cour de La Haye, fondée en 1899 et révisée en 1907.

Autant le livre, ou les Considérants de la future proposition de loi, sont détaillés et ouverts à une foule de digressions, autant celle-ci est rédigée de toute façon de manière très générale voire lapidaire, afin de servir de rappel des principes très généraux d'orientation. L'objectif était de s'expliquer sur la politique extérieure et de défense des socialistes, de s'opposer à celle suivie par les divers gouvernements en place comme de récuser l'antipatriotisme répandu dans une part de l'opinion populaire, socialiste, syndicaliste ou libertaire. Esquissé en 1907 et achevé trois ans plus tard, le livre s'inscrit dans un combat de longue haleine appelé à être repris sans cesse.

Comme souvent, Jaurès propose à la fois un dispositif entièrement nouveau, « révolutionnaire » donc en quelque sorte, mais il est prêt à le préparer par des évolutions partielles, par des réformes de compromis qui n'oublie pas l'objectif final. Certes, il ne parvient à imposer ses thèses, ni dans la discussion parlementaire, ni au sein du monde socialiste. Le livre se vend assez mal, semble-t-il. La maison Rouff subissant une liquidation judiciaire à l'automne 1911 doit d'ailleurs être restructurée au cours des années suivantes. *L'Humanité* prend le relais de la diffusion du livre en rachetant les droits. Il est peu commenté même par ses amis politiques et plutôt critiqué par les socialistes étrangers qui le jugent trop porté au compromis et acceptant de se placer dans une logique de guerre, mais aussi dans le cadre d'une démocratie avancée qui ne serait pas nécessairement celle d'un régime socialiste déjà organisé. Rosa Luxemburg notamment se montre hostile à cette perspective, privilégiant l'approche marxiste habituelle et rudimentaire (rien de sérieux ne peut se faire sans avoir abattu le capitalisme), mais même les sociaux-démocrates plus ouverts ou réformistes se refusent à aller sur le terrain d'une discussion franche sur les risques de guerre. Il en est un peu de même ailleurs, y compris au sein du socialisme français. Les guesdistes, « insurrectionnels » proches de Gustave Hervé (1871-1944) ou du syndicalisme révolutionnaire comme Hubert Lagardelle (1874-1958), ne comprennent pas l'enjeu du livre,

²⁴ Rosa Luxemburg, « Die neue Armee », *Leipziger Volkszeitung* n° 130, 9 juin 1911, traduit par Daniel Guérin et repris dans *Le socialisme en France (1898-1912)*, tome 3 des *Œuvres complètes*, édition établie et préfacée par Jean-Numa Ducange, Marseille, Agone et Toulouse, Smolny, 2013, p. 268-273.

craignent ses dérives patriotiques et s'abstiennent. Les amis de Jaurès, un peu déconcertés par ces propositions audacieuses et ces réflexions originales, ne se bousculent pas non plus pour en débattre. Il faut bien admettre que le livre de Jaurès dérange et qu'il est plutôt mal compris.

À la Chambre, Jaurès peut défendre ses idées, notamment au cours d'un débat portant sur une loi-cadre de l'organisation de l'Armée. Il prononce ainsi selon Madeleine Rebérioux « un de ses plus beaux discours » le 9 décembre 1912²⁵. Les circonstances ont évolué et rendent de toute façon difficile un changement de pied complet de la politique militaire française. La première guerre balkanique vient tout juste de s'achever et le conflit va vite reprendre. Le risque de guerre généralisée est important. Les socialistes sont embarrassés et peinent à se déterminer face à un gouvernement Poincaré accommodant sur certains sujets (amélioration de la loi sur les retraites ouvrières avec Léon Bourgeois, loi d'amnistie dont bénéficient les anciens cheminots grévistes, perspectives favorables pour le scrutin proportionnel, politique extérieure plutôt prudente et conforme à leurs attentes), sans pour autant trop s'engager ou concéder de forts infléchissements par ailleurs. Le tournant des trois ans de service militaire ne se dessinera qu'après l'élection présidentielle de janvier 1913 et l'adoption d'un ton plus agressif en politique extérieure et intérieure. Pour l'heure, Jaurès se contente d'un succès d'estime et ne peut être surpris de voir son projet rejeté à une très forte majorité. Il a obtenu 88 voix contre 478 et 12 abstentions, soit le soutien de son groupe et, sans grands risques, d'une quinzaine de radicaux de gauche (Justin Godart) ou de républicains-socialistes (Paul Painlevé). Pour l'essentiel, il est permis de penser que l'ambition de Jaurès est de combattre et d'avancer à la fois sur deux fronts : celui de la compétence et des propositions techniques, celui d'une politique à la fois « patriote » et « internationaliste » qui permette une organisation vraiment populaire de la défense nationale, la pleine participation d'un prolétariat conscient et fort de ses droits à la sauvegarde de la partie et de la République.

Il est sans doute paradoxal, mais aussi hélas compréhensible, que la fortune éditoriale du livre soit intervenue après la mort de Jaurès dans un contexte qu'il redoutait même s'il en prévoyait la possibilité. Les circonstances sont hélas dramatiques : l'Europe est plongée dans la guerre, après la bataille de la Marne qui semble confirmer ses vues, après aussi les désastres initiaux de l'armée française, souvent imputés au primat de l'offensive à outrance, alors que comme le prévoyait Jaurès, l'offensive brusquée des Allemands n'a pas eu lieu, mais une invasion massive réussie avant un redressement rendu possible par la mobilisation de toutes les forces nationales. C'est en tout cas dans cet esprit que les socialistes participant à la défense nationale (vote des crédits de guerre puis participation gouvernementale acceptée devant les dangers de l'invasion) procèdent à la réédition du livre en 1915. Mais ce regain de faveur ou d'intérêt des thèses jaurésiennes sur la défense nationale est chahuté par diverses évolutions historiques. Le socialisme sort de la guerre meurtri et révolté par la guerre. Cela se vérifie chez ceux qui fondent le Parti Communiste Français après le congrès de Tours (décembre 1920) mais tout autant chez ceux qui ont voulu garder « la vieille maison » tout en renouant avec la tradition et la culture pacifistes du socialisme. Le secrétaire général de la SFIO (1920-1940) Paul Faure (1878-1960) se situe aux antipodes de la réflexion jaurésienne et même les militants ou responsables qui avaient accompagné le socialisme de défense nationale hésitent à reprendre les propositions de Jaurès. Le seul qui s'y essaie, Joseph Paul-

²⁵ Le discours est reproduit dans l'édition des *Œuvres* de Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Paris, Fayard, 2012.

Boncour (1873-1972), ancien socialiste indépendant, auteur d'une proposition de loi sur la mobilisation de tous les Français en temps de guerre (1927) vivement critiquée par la jeunesse estudiantine, les pacifistes et antimilitaristes, peine à se maintenir au sein du parti SFIO et choisit de continuer sa carrière à sa lisière, en renouant contact avec les républicains-socialistes²⁶.

En revanche, le tournant national et républicain mené par les communistes en 1935 place désormais ceux-ci à la pointe du combat antifasciste et du front populaire à vocation sociale, démocratique et patriotique. Le primat du pacifisme révolutionnaire redevient un temps cantonné à de petits groupes parfois réprouvés à gauche des communistes, par exemple chez ceux qui se réclament peu ou prou de Léon Trotski (1879-1940). La mouvance socialiste reste plus longtemps dominée par un refus viscéral du combat, vingt ans après l'achèvement des massacres de la Grande Guerre. Le socialisme de défense nationale exprimé dans *L'Armée nouvelle* devient étranger à beaucoup de ceux qui voient avant tout en Jaurès un apôtre du pacifisme, tel Georges Lefranc (1904-1985) qui juge « dangereuses » nombre de ses propositions²⁷. Son souci se maintient néanmoins, plutôt discrètement jusqu'à la crise munichoise, mais porté par des militants de la nouvelle génération comme Léo Lagrange (1900-1940), Jules Moch (1893-1985)²⁸ ou Louis Lévy (1895-1952), voire de l'ancienne, y compris chez d'anciens minoritaires de guerre, pacifistes et internationalistes, mais toujours patriotes, comme l'était du reste Jaurès lui-même, tel Jean Longuet (1876-1938)²⁹.

Au-delà des dispositions prévues au début du siècle, dépendantes de situations militaires nécessairement changeantes, elles se retrouvent au sein du socialisme de la résistance au fascisme et à la dictature, de la pleine intégration à la République et au patriotisme, celui qui finalement l'a emporté et a perduré, au-delà de ses diverses manifestations organisationnelles ou programmatiques, pour représenter le principe actif de la gauche au sein de nos sociétés contemporaines. La sensibilité pacifiste de l'ensemble de la gauche ne récusé plus que dans des marges extrêmes très limitées les nécessités d'une défense nationale et d'un attachement à la liberté des peuples, ce qui laisse évidemment néanmoins largement ouvert le débat sur ses modalités.

Gilles Candar

²⁶ Matthieu Boisdrion, *Joseph Paul-Boncour (1873-1972)*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2023.

²⁷ Georges Lefranc, recension de la réédition de *L'Armée nouvelle*, *L'Étudiant socialiste*, novembre 1932, p. 9-10.

²⁸ Jules Moch est le fils du polytechnicien Gaston Moch (1859-1935), auteur de *L'Armée d'une démocratie*, Paris, Éditions de *La Revue blanche*, 1900, source importante quoique non assumée de la part organisationnelle de *L'Armée nouvelle*.

²⁹ Gilles Candar, *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007.